

La course contre la montre au Moyen-Orient

Le site de suivi de données TankerTrackers.com a estimé plus tôt cette semaine qu'en moyenne environ 5 millions de barils par jour de pétrole brut, dont presque aucun iranien, sont sortis du golfe Persique via le détroit d'Ormuz au cours des 28 jours précédents, ainsi qu'environ 2,5 millions de barils via des ports pétroliers du golfe d'Oman, comme Fujairah aux Émirats arabes unis.

Ces exportations représentent plus de 40 % du flux pétrolier de la région d'avant-guerre.

Néanmoins, selon The Economist, la réalité du trafic reste difficile à établir avec précision, car une grande partie des pétroliers désactivent désormais leur transpondeur AIS pour ne pas se signaler comme cibles. Certains continuent d'émettre, mais le brouillage électronique généralisé dans la zone dégrade la fiabilité des signaux captés, tandis que d'autres navires falsifient délibérément leur position.

La majorité des franchissements s'effectueraient en outre de nuit, échappant à l'observation satellite. La traçabilité est encore compliquée par le fait que le pétrole du Golfe change fréquemment de propriétaire avant de rejoindre le large : un nombre restreint d'opérateurs, compagnies maritimes publiques des pays du Golfe, le sud-coréen Sinokor ou encore l'armateur grec Dynacom, concentre l'essentiel de ces flux, faisant transiter le brut par le détroit avant d'en transférer discrètement la cargaison une fois sorti de la zone.

Ainsi, les compteurs pétroliers déduisent des transits rétroactifs, suivant les charges et déchargements et surveillant les navires qui disparaissent du golfe pour refaire surface à l'extérieur, explique Pamela Munger de Vortexa à The Economist.

Par exemple, le 8 septembre, la société Kpler n'a compté que huit transits, contre 23 une semaine auparavant. Ainsi, le trafic passé d'Ormuz ne prédit pas les performances futures car les progrès peuvent rapidement s'inverser. Même si des mines ont été déminées sur certaines parties du détroit, elles peuvent dériver d'ailleurs, et l'Iran peut en poser de nouvelles. Ses forces conservent également une capacité suffisante pour frapper des pétroliers.

Les marchés pétroliers montrent déjà des signes de stress. North Sea Dated, un indice de référence du pétrole brut à court terme, approche les 110 \$ le baril, contre 70 \$ en juin. Le diesel a dépassé les 190 \$ le baril en Amérique et en Europe, soit presque le double de son prix en février.

Brent Oil



source: tradingeconomics.com

Par conséquent, en effet, le trafic n'est plus à 0 comme pendant la première partie du conflit, néanmoins il n'a pas non plus repris au niveau d'avant-guerre, et on constate une très grande volatilité au jour le jour concernant le transit. Cela est confirmé par les primes d'assurances maritimes, le prix du pétrole brut, ainsi que le prix des produits pétroliers raffinés.

Natural Gas EU



source: tradingeconomics.com

La question stratégique de savoir si le temps jouera finalement en faveur de Washington, ou du régime de Téhéran, reste à trancher, avec chacun son blocus.

Mais il est désormais clair que le calcul de Téhéran il y a six mois, alors qu'il avait fermé le détroit d'Ormuz s'est avéré erroné. Cette décision n'a pas déclenché une crise économique mondiale ni forcé le président Trump à mettre fin à la guerre selon les conditions iraniennes.

Pourtant, le blocus imposé par Trump aux ports iraniens, imposé en avril puis réimposé en juillet, après l'effondrement d'un mémorandum éphémère sur la réouverture de la voie navigable, n'a pas non plus changé le comportement de l'Iran. Malgré une [crise économique](#) croissante, le blocus n'a pas déclenché un soulèvement populaire contre la République islamique, et n'a pas convaincu Téhéran de rouvrir le détroit pour permettre la libre navigation.

« Les hypothèses des deux parties ne se sont pas réalisées, et aucune d'elles n'a non plus de sortie », a déclaré Vali Nasr, professeure d'études sur le Moyen-Orient à l'université Johns Hopkins et ancienne fonctionnaire du département d'État impliquée dans des contacts informels avec l'Iran au Wall Street Journal.

En outre, ce n'est bien sûr pas seulement une question de pétrole. Les livraisons de gaz naturel liquéfié (25% dans le détroit d'Ormuz), d'engrais (45%), d'ammoniac (31%) et d'autres matières premières restent également bloquées dans le Golfe, étouffant les économies du Qatar, du Koweït, de l'Irak et de Bahreïn, des nations qui ne disposent pas d'autres sorties maritimes.

Le temps ne profite à aucune des deux parties, a déclaré un haut responsable arabe du Golfe au Wall Street Journal, mais le temps presse davantage pour les Iraniens car ils subissent une énorme pression économique. L'horloge américaine est plus une question de politique et d'opinion publique que de douleur économique, a-t-il dit.

Le blocus naval américain a [étranglé les exportations pétrolières iraniennes](#) du golfe Persique et les stocks offshore de Téhéran qui alimentent la Chine s'épuisent rapidement. Aucun pétrole brut iranien n'a franchi le blocus depuis sa réintégration par la marine américaine à la mi-juillet, selon le traceur naval Kpler.

Cette pression prive Téhéran de sa principale source de devises étrangères, aggravant la crise économique alors que la valeur du rial iranien chute et que l'inflation dépasse 80 % d'une année sur l'autre. Le Fonds monétaire international prévoit une contraction économique de 5,4 % cette année, la pire du pays depuis les années 1980.

Les dirigeants iraniens, cependant, avertissent depuis longtemps qu'ils ne peuvent pas permettre une situation où les États arabes du Golfe exportent leur pétrole tandis que le commerce iranien est étranglé.

Lorsque le blocus américain a été imposé pour la première fois par Trump, les responsables iraniens estimaient pouvoir tenir environ cinq mois sans conséquences catastrophiques pour l'économie. Ce point approche rapidement et oblige Téhéran à prendre une décision stratégique.

Cela rend Hormuz encore plus importante pour les durs de Téhéran. S'ils perdent une capacité déjà affaiblie à perturber le trafic dans la voie navigable, ils perdent l'un des rares moyens restants d'imposer des coûts aux États-Unis et à leurs partenaires régionaux.

Maintenir la capacité de menacer le détroit, et les forces militaires américaines nécessaires pour le protéger, reste central tant dans la stratégie militaire de l'Iran que dans sa position de négociation dans de futures négociations.

Hormuz est une préoccupation immédiate et le principal champ de bataille, mais c'est aussi le plus grand levier de Téhéran. C'est le joyau de la couronne. Cette dynamique augmente également le risque d'entraîner davantage les États du Golfe dans le conflit, alors qu'ils absorbent des coûts économiques et sécuritaires croissants dus à une confrontation qu'ils cherchent à éviter.

Plus Washington attaque les exportations d'énergie iraniennes, plus l'Iran incite à faire ressentir les coûts du conflit au-delà de ses propres frontières.

Le comportement de l'Iran, ainsi que la rapidité et l'ampleur de sa réponse aux dernières frappes américaines, montrent que Téhéran choisit de répondre plutôt que de céder. C'est parce que Téhéran ne peut pas se permettre d'accepter l'ordre en vigueur que Trump semble vouloir imposer dans le détroit d'Ormuz.

Le calendrier politique américain est également un facteur majeur dans la pensée iranienne, laissant présager une probable escalade. Un moment charnière dans les débuts de la République islamique fut la décision de manipuler l'élection présidentielle américaine de 1980 en retenant la libération des otages américains jusqu'à ce que Ronald Reagan ait battu Jimmy Carter. L'administration Reagan a ensuite secrètement fourni des armes à l'Iran.

Aujourd'hui, les dirigeants iraniens sont pleinement conscients de l'impopularité de la guerre aux États-Unis, en partie parce qu'elle a entraîné une hausse des prix de l'essence à la pompe.

Et ils ont peu d'envie de récompenser Trump, qui a ordonné l'assassinat d'une grande partie de la direction politique et militaire iranienne en février, par un compromis sur le détroit d'Ormuz qui ferait baisser le prix de l'essence juste avant les élections de mi-mandat américaines en novembre.

En effet, le véritable pouvoir à Téhéran semble cependant entre les mains des commandants du Corps des Gardiens de la Révolution islamique. Ces commandants, tels que le nouveau chef du Conseil suprême de sécurité nationale Mohsen Rezaei et le

chef des Gardiens de la Révolution Ahmad Vahidi, considèrent le gouvernement comme menant une guerre de survie et sont peu susceptibles de se laisser influencer par la douleur économique ressentie par les citoyens du pays.

D'ailleurs, l'Iran tente de plus en plus d'intensifier son conflit avec les États-Unis alors qu'il cherche à briser une impasse dans le détroit d'Ormuz qui étouffe son économie.

Au moins trois fois au cours de la semaine dernière, les forces iraniennes ont lancé des missiles sur des navires de guerre américains, dont un porte-avions, visant directement la marine américaine d'une manière qu'elles n'avaient pas faite depuis le début de la guerre. L'Iran a également tiré une salve de missiles majeure sur les forces américaines stationnées en Jordanie mercredi 9 septembre.

Ces attaques poussent la guerre vers une phase plus périlleuse. Un impact sur un navire de guerre américain déclencherait presque certainement une réponse américaine virulente et risquerait de raviver une guerre à grande échelle.

Ce pari représente une avancée significative par rapport aux attaques mesurées que l'Iran mène depuis des semaines contre des navires commerciaux dans le détroit et contre des cibles américaines moins sensibles au Koweït, à Bahreïn et en Jordanie.

L'Iran est devenu plus agressif à mesure que la pression autour de son économie se resserrait. Dix-neuf navires de la marine américaine appliquent un blocus qui a interrompu ses exportations de pétrole. De nouvelles sanctions américaines ont perturbé les finances de Téhéran, faisant chuter sa monnaie et forçant des coupes dans les subventions au carburant.

La pression économique n'est pas la seule raison pour laquelle l'Iran pourrait être plus enclin à prendre des risques. La propre compréhension de la dissuasion à Téhéran a également évolué au cours de la guerre. Pendant des années, les dirigeants iraniens ont présenté l'action militaire comme une représaille : l'Iran absorbait une attaque, puis imposait des coûts à l'agresseur.

L'expérience des deux dernières années remet de plus en plus en question cette logique. Du point de vue de Téhéran, les tentatives répétées de contenir l'escalade n'ont pas empêché Israël et les États-Unis d'étendre leurs attaques.

Cette réévaluation stratégique est désormais visible dans la direction et la pratique militaires iraniennes. Après avoir nommé Vahidi commandant du CGRI, Ali Khamenei lui a ordonné de poursuivre une « dissuasion maximale » tout en préparant la force pour des « puissantes opérations offensives ». La formulation est significative.

L'action offensive est de plus en plus conçue comme une voie pour rétablir la dissuasion. L'Iran a déjà donné un aperçu de ce que cela pourrait signifier en pratique. Le 28 juillet, le CGRI [a lancé des missiles balistiques](#) sur une base militaire américaine en Jordanie, à un

moment où Trump avait suspendu les frappes américaines pour laisser plus de temps à la diplomatie.

Contrairement au passé, la frappe n'était pas une réponse à une attaque américaine. Le Commandement central américain a décrit cela comme une tentative d'attaque surprise, et Washington a ensuite repris ses frappes contre l'Iran.

La séquence suggérait que Téhéran devenait plus disposé à engager une action militaire lorsqu'il pensait que cela pourrait modifier l'équation stratégique, plutôt que d'attendre de riposter. Les dirigeants iraniens peuvent également estimer avoir plus de marge d'action que ce que Washington ou Israël attendaient.

Malgré les énormes dégâts infligés aux infrastructures militaro-industrielles iraniennes, des images satellites récentes et [des évaluations israéliennes](#) indiquent que Téhéran restaure des bases de missiles, des installations de production, des ports et d'autres infrastructures militaires à un rythme étonnamment rapide

D'une certaine manière, l'inflation et l'appauvrissement qui en résulte de la classe moyenne iranienne pourraient être un choix politique pour créer une société beaucoup plus militarisée et centralisée, prête à la guerre, et pour empêcher un retour à des manifestations qui ont poussé l'Iran au bord de la révolution en janvier.

Pourtant, si l'histoire récente a appris quelque chose sur les développements en Iran, c'est de se méfier des prédictions, a ajouté Norman Roule, qui a été le principal responsable de la communauté du renseignement américaine sur les questions iraniennes de 2008 à 2017 au Wall Street Journal.

« Ceux qui estiment que le régime est trop fort, trop profondément ancré dans la société iranienne, ou trop bien protégé par des institutions de sécurité intérieure omniprésentes pour échouer, devraient se rappeler que des jugements similaires ont autrefois été portés à propos de Moubarak, Ben Ali, Ceașescu et même de l'Union soviétique », a-t-il déclaré. « Quiconque prétend savoir avec certitude si, ou quand, la République islamique s'effondrera ou qu'elle perdurera devrait d'abord être invité à démontrer ses compétences de prophète en partageant les numéros de la loterie de la semaine prochaine. »

L'Iran pourrait même voir de la valeur dans les risques qui accompagneraient une frappe réussie contre un navire de guerre américain, a déclaré Alice Gower, associée chez Azure Strategy, un cabinet de conseil en risques politiques à Londres au Wall Street Journal. Endommager un navire américain pourrait secouer les marchés et les États du Golfe, tout en obligeant le président Trump à choisir entre une riposte coûteuse et paraître faible avant les élections de mi-mandat.

« Dans les deux cas, l'Iran voit un avantage », a-t-elle déclaré.

Toutefois, il est peu probable que ces attaques affectent la force du blocus américain, qui pourrait être déplacé plus loin de l'Iran sans compromettre son efficacité, ont déclaré d'anciens responsables et analystes.

« Jusqu'à présent, les deux ont largement concentré leurs attaques sur des cibles militaires plutôt que civiles ou énergétiques. Et malgré les menaces de hauts responsables iraniens, Téhéran n'a pas repris les attaques contre l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis », a déclaré Danny Citrinowicz, ancien chef de la branche iranienne du renseignement militaire israélien, dans un article sur X cité par CNN.

Néanmoins, la situation actuelle est périlleuse, avec une marge de manœuvre pour des erreurs de calcul qui risquent de ramener les deux camps dans un conflit total.

Cependant, aucun des deux camps ne souhaite revenir à une guerre totale. Téhéran, il est vrai, a de fortes raisons d'éviter une nouvelle escalade militaire majeure. Un nouveau cycle de combats pourrait aggraver les dégâts subis par les infrastructures énergétiques, de transport et industrielles de l'Iran, dont une grande partie est encore en réparation par rapport aux hostilités précédentes, et compliquerait également la reconstruction en mettant davantage à rude épreuve les finances de l'État, perturbant les importations et exposant une économie déjà affaiblie à un nouveau cycle de destruction.

Pour l'Iran, cela crée un calcul très différent. Plus la situation actuelle perdure, plus la pression sur une économie déjà en proie à des pénuries, à l'inflation et aux restrictions commerciales est grande. Les responsables iraniens parlent de plus en plus des conséquences intérieures.

Le premier vice-président Mohammad Reza Aref a évoqué le danger que le mécontentement économique se transforme en instabilité sociale ; le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, a averti que des mesures telles que l'augmentation des prix de l'essence pourraient ouvrir la porte à un nouvel inquiétude.

Le président Masoud Pezeshkian a reconnu que le blocus a restreint la capacité du pays à importer des biens essentiels, y compris du carburant.

Du côté des Américains, le sujet est surtout au niveau des stocks de munition concernant les intercepteurs sophistiqués tels que le Patriot et le THAAD, la perte de matériel militaire sur les bases, ainsi que le risque de nouvelles pertes de soldats.

L'Iran ne s'est pas remis de la guerre, et ses dirigeants ne sont pas devenus indifférents aux risques d'une nouvelle confrontation militaire. Pourtant, la capacité et la volonté interagissent. Plus Téhéran croit pouvoir régénérer les outils militaires endommagés pendant la guerre, moins la stratégie d'absorption de la pression économique devient convaincante.

L'accent croissant mis sur une action militaire proactive et un sentiment de régénération militaire pourrait établir un seuil plus bas pour l'escalade militaire iranienne que ce que Washington suppose.

Si l'Iran considère que l'équilibre actuel est intenable, son escalade devrait différer de ce qu'il a déjà tenté. Téhéran attaque déjà la navigation commerciale, conteste le passage à Hormuz et compte sur les Houthis pour maintenir la pression sur le trafic maritime en mer Rouge. Intensifier ces actions pourrait augmenter les coûts, mais il est peu probable que cela modifie le calcul de Washington concernant le transport de volumes significatifs de pétrole dans la partie sud du détroit.

L'Iran pourrait reprendre les attaques contre les bases américaines, les systèmes radar et autres installations qui soutiennent la surveillance maritime et les systèmes de commandement et de contrôle aidant à protéger et coordonner la navigation à travers le détroit. Plus dangereux encore, il pourrait tenter de frapper directement des navires de guerre américains.

On pense que l'Iran possède des missiles antinavires qui, du moins sur le papier, peuvent menacer les navires de guerre américains opérant dans et autour du golfe Persique. Le problème le plus difficile est de localiser et de suivre des cibles mobiles avec suffisamment de précision, pourquoi de meilleurs renseignements, y compris potentiellement de partenaires comme la Russie et la Chine pourraient devenir une variable importante.

D'ailleurs, une grande enquête du Financial Times, publiée le 1er septembre, révèle que la Russie a apporté une assistance technique secrète à l'Iran pour le développement de missiles de croisière supersoniques, dans le cadre d'un programme pluriannuel baptisé C430L. Il s'agirait de l'un des transferts de technologie militaire stratégique les plus significatifs jamais documentés entre Moscou et Téhéran.

Ce programme secret pluriannuel, baptisé C430L, a fait appel à certains des spécialistes russes les plus expérimentés en matière de missiles pour aider l'Iran à développer une nouvelle classe d'armes capable de menacer les porte-avions américains et d'autres navires de guerre au Moyen-Orient.

Des analystes spécialisés dans les missiles et les questions militaires avertissent que cette technologie pourrait permettre à Téhéran de développer des missiles de croisière antinavires, susceptibles de menacer le trafic maritime commercial et même les navires de guerre de l'US Navy dans le golfe Persique, le détroit d'Ormuz et le golfe d'Aden.

L'arsenal iranien actuel de missiles de croisière antinavires et de drones est efficace contre les navires marchands innocents et sans défense, mais inefficace lorsqu'ils sont escortés par des bâtiments de guerre bien équipés.

L'intérêt de Téhéran serait ainsi de disposer d'un missile très difficile à intercepter du fait de sa vitesse et de sa trajectoire au ras de l'eau. *« Il est probable que s'ils maîtrisent le statoréacteur, ils conçoivent un missile antinavire. Ce dernier pourrait être envoyé au Yémen auprès des Houthis où une partie de l'arsenal iranien a connu son baptême du feu, indique Michel Camelot, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique aux Echos. S'ils rouvrent Ormuz et qu'une nouvelle crise se profile, Téhéran disposerait d'une capacité moderne supplémentaire pour tenir à distance les navires occidentaux. »*

L'objectif central du programme C430L est d'aider l'Iran à maîtriser un système de propulsion à statoréacteur (ramjet), un moteur qui, contrairement à la propulsion-fusée conventionnelle, utilise la vitesse propre du missile pour comprimer l'air entrant avant combustion, permettant un vol soutenu à haute vitesse au sein de l'atmosphère.

« 250 ou 300 km de portée suffisent pour contrôler presque entièrement le golfe Persique et le golfe d'Oman », précise l'expert. Pour dénier l'accès au détroit d'Ormuz, l'Iran possède déjà un arsenal très complet de drones, de mines, de missiles de croisière aux capacités subsoniques et de missiles balistiques ASBM. Cet arsenal s'est révélé inefficace pour frapper les navires de guerre occidentaux qui ont su trouver des parades.

Selon des experts en armement cités par le Financial Times, cette technologie est très probablement destinée à des missiles antinavires et de frappe terrestre. Les missiles de croisière supersoniques allient vitesse et capacité de voler à basse altitude, réduisant ainsi le temps dont disposent les systèmes de défense aérienne et antimissile sophistiqués pour les détecter et les intercepter. Ceci est particulièrement pertinent pour l'Iran dans le Golfe, où les États-Unis et leurs alliés régionaux déploient des systèmes de défense terrestres et maritimes de pointe.

Jusqu'à présent, Téhéran a généralement eu de solides raisons d'éviter d'infliger un grand nombre de pertes américaines, ce qui pourrait déclencher une campagne américaine beaucoup plus vaste contre les infrastructures militaires et civiles iraniennes.

Mais cette retenue dépend du fait que les dirigeants iraniens continuent de croire qu'éviter une telle confrontation les améliore. S'ils concluent plutôt que le blocus prolongé et la pression économique aggravent progressivement leur position, le seuil pour prendre ce risque pourrait baisser.

Téhéran a déjà [averti que d'importantes](#) attaques américaines contre les infrastructures énergétiques ou civiles iraniennes seraient confrontées à des frappes contre des infrastructures comparables dans toute la région, élargissant potentiellement la confrontation bien au-delà d'Ormuz.

C'est aussi pourquoi la diplomatie reste la solution la moins coûteuse pour les deux camps. Washington peut croire que la pression du temps et de l'économie améliore sa

position de négociation ; Téhéran pourrait de plus en plus croire que ce même processus réduit sa fenêtre d'action. C'est une combinaison particulièrement dangereuse.

Le [protocole d'accord](#) conclu plus tôt dans le conflit est imparfait et chaque partie accuse l'autre de l'avoir violé, mais il fournit néanmoins un cadre existant pour séquencer la désescalade, les arrangements maritimes, la levée des sanctions et les négociations ultérieures. La relancer nécessiterait des concessions de la part de Washington et de Téhéran. L'alternative est de laisser la stratégie de chaque camp renforcer les pires hypothèses de l'autre jusqu'à ce que l'escalade commence à ressembler moins à un choix qu'à une inévitabilité.

Malgré l'impasse diplomatique, les hauts responsables iraniens, dont le président Masoud Pezeshkian, ont à plusieurs reprises exprimé leur désir de revenir à l'accord de juin, un accord largement perçu par les observateurs comme favorable à Téhéran. Sur le plan intérieur, cependant, les conservateurs radicaux restent critiques envers tout accord avec les États-Unis, accusant le président iranien et ses négociateurs de compromettre les gains de guerre de l'Iran.

Au milieu de la pression croissante, les parlementaires iraniens envoient des messages dissuasifs, avertissant la région de nouvelles armes et tactiques, y compris des attaques contre des navires de guerre et des bases, tandis que leurs commandants militaires affirment que l'armée iranienne a désormais modernisé des équipements et des systèmes « en accord avec les nouvelles menaces ».

L'objectif serait de rendre la situation actuelle suffisamment coûteuse pour les États-Unis afin que la diplomatie devienne à nouveau « préférable ».

Cependant, une telle stratégie comporte des risques.

Une fois que les deux camps commencent à tester les lignes rouges de l'autre, le risque d'erreur de calcul augmente considérablement. Une attaque iranienne causant d'importantes pertes américaines, ou une réponse américaine franchissant l'une des lignes rouges de Téhéran, pourrait rapidement faire dépasser la confrontation au-delà d'une escalade calibrée et ramener à une guerre à grande échelle.

En tout cas, la guerre de cette année a enseigné trois nouvelles leçons au régime. Elle a appris qu'elle peut survivre à d'énormes frappes aériennes américaines et israéliennes qui anéantissent ses dirigeants et infligent d'importants dégâts à ses infrastructures militaires et civiles.

Malgré tout cela, ses capacités de drones et de missiles restent suffisamment intactes pour lui permettre de riposter et d'arrêter le trafic maritime à travers le détroit d'Ormuz. Téhéran a également découvert que les États-Unis n'ont aucun désir d'envoyer des troupes terrestres sur leur territoire. Au début de la guerre de cette année, les États-Unis et Israël ont envisagé de lancer des opérations terrestres pour extraire du matériel

nucléaire, mais ne les ont jamais initiées, jugeant qu'elles étaient très risquées et peu susceptibles d'influencer la prise de décision du régime.

La guerre de cette année a montré que le changement de régime ne peut être accompli en Iran sans une invasion terrestre, mais même les décideurs américains les plus bellicistes n'en ont pas publiquement recommandé, montrant à Téhéran que Washington, en réalité, dispose d'une capacité limitée à le vaincre militairement.

Enfin, l'Iran a parié qu'il pourrait survivre aux États-Unis dans un conflit d'usure, et ce pari s'est jusqu'à présent avéré judicieux. Le régime iranien est prêt à soumettre son propre peuple à plus de souffrances et de souffrances économiques que ce que le public américain est prêt à supporter, d'autant plus que les Américains considèrent globalement la guerre comme optionnelle et, de plus en plus, comme un bourbier.

À plusieurs reprises, Trump a menacé de monter en intensité, pour finalement reculer lorsque les prix de l'énergie s'envolent. La menace de la force militaire n'est plus aussi précieuse qu'avant la guerre, c'est pourquoi les menaces militaires répétées de Trump depuis le premier cessez-le-feu en avril n'ont pas substantiellement modifié les actions de Téhéran.

Peu importe comment cette guerre se terminera, les États-Unis ne pourront pas revenir à la stratégie qui a régi leurs relations avec l'Iran pendant 47 ans. Les successeurs républicains potentiels de Trump, le vice-président JD Vance et le secrétaire d'État Marco Rubio, divergent fortement dans leurs opinions sur la suite à prendre.

Dans des commentaires publics récents, Rubio a suggéré une préférence pour l'expansion d'une stratégie de pression, déclarant à Fox News début août que le régime iranien « doit changer fondamentalement » et soutenant que les États-Unis devraient encore augmenter « le prix » de l'intransigeance.

Cependant, une stratégie de pression n'était viable, voire efficace, que dans la mesure où elle n'exigeait pas grand-chose du peuple américain. Et avec son nouveau contrôle du détroit d'Ormuz, l'Iran a beaucoup plus de capacité à faire payer les États-Unis et leurs principaux alliés du Moyen-Orient pour exercer des pressions.

Vance, en revanche, semble favoriser un retrait plus large de l'Iran et du Moyen-Orient, une approche qui ressemblerait vaguement à celle de Trump et du président Joe Biden envers l'Afghanistan, qui ont totalement réduit les pertes des États-Unis.

Mais l'Iran est un pays plus difficile à abandonner. Son programme nucléaire et sa position stratégique lui confèrent un levier direct sur les États-Unis et l'économie mondiale, d'une manière que l'Afghanistan n'a jamais eue.

Il est trop tôt pour savoir quelle voie prendrait une administration démocrate, et il n'existe pas de réponses simples sur la manière d'aborder l'Iran. Il y aura des appels justifiés pour

que la diplomatie joue un rôle plus important dans la politique américaine. Comme la pression, cependant, la diplomatie ne peut pas servir de fin en soi.

Une nouvelle approche doit reconnaître les dualités persistantes de la République islamique, ainsi que le rôle changeant des États-Unis au Moyen-Orient. En plus de 20 ans, une présence américaine importante dans la région n'a pas apporté de stabilité, et accroître cette présence n'a pas donné de meilleurs résultats.

Parallèlement, les griefs intérieurs qui ont conduit à la vague massive de manifestations de janvier en Iran existent toujours. Les États-Unis pourraient envisager de reculer, forçant la direction iranienne à se concentrer davantage sur le gouvernement et moins sur la survie à une guerre. Au lieu d'agir unilatéralement, Washington devrait d'abord solliciter l'avis et la coopération des capitales alliées. Et plutôt que d'essayer sans cesse de construire plus de levier, il devrait mieux utiliser ce qu'il a déjà accumulé.

La meilleure chose que Washington puisse faire à ce stade est d'arrêter d'agir sans réfléchir. Et les décideurs américains doivent s'attarder davantage sur les leçons tirées du passé. La pression militaire et économique influençait parfois la prise de décision iranienne.

La pression a contribué à pousser l'Iran à mettre temporairement son programme nucléaire en pause sous l'administration de George W. Bush et, plus tard, à accepter le JCPOA. Mais la pression n'a pas renversé la République islamique, rendu les États-Unis plus sûrs ni amélioré la vie des Iraniens ordinaires ; en fait, la stratégie de pression américaine a probablement aggravé les difficultés des civils iraniens.

En fin de compte, ce que Washington souhaite le plus, c'est que l'Iran interagisse de manière productive avec ses voisins, abandonne un programme nucléaire illicite et promeut le bien-être de sa population. Mais que cela plaise ou non, la République islamique a son mot à dire sur la suite de la suite en Iran.

Quarante-sept ans de priorité à la pression ont abouti à une guerre coûteuse qui a révélé les limites de ce que cette approche peut accomplir. Ce serait un bon côté positif si l'échec de la guerre contre l'Iran forçait Washington à un règlement de comptes sur les idées préconçues des États-Unis à propos de l'Iran et le manuel usé qui a conduit à ce marécage.